

# A qui profite l'assassinat du colonel Jean Bikomagu ?

**Burundi** L'ex-putschiste était un ami d'Adolphe Nshimirimana, assassiné le 2 août dernier.

Le 2 août dernier, on apprenait avec stupeur l'assassinat du "bras droit" du président burundais Pierre Nkurunziza, le général Adolphe Nshimirimana, par un tir de roquette sur son véhicule, où il circulait avec trois gardes du corps. Le "général Adolphe", comme on le nommait au Burundi, passait pour le principal organisateur de la mise en coupe réglée du pays et le véritable patron du régime, avec le général Alain-Guillaume Bunyoni. Tous deux avaient été élevés au grade de général à l'arrivée au pouvoir de l'ex-rébellion hutue CNDD-FDD, en 2005, à l'issue de la guerre civile qui avait débuté en 1993 par le renversement et l'assassinat du premier président élu hutu de l'histoire du Burundi, Melchior Ndadaye, par l'armée alors monoethnique tutsie.

Samedi dernier, quatre militaires de rang inférieur ont comparu pour cet

attentat. Le jour même, était assassiné le colonel tutsi en retraite Jean Bikomagu, auteur du putsch de 1993 et considéré comme le responsable de l'assassinat de Ndadaye.

## Emasculer le système

Certains commentateurs occidentaux voient dans ce second assassinat une réplique au premier: un Tutsi pour un Hutu. S'il est vrai que le régime Nkurunziza tente de réveiller les démons ethniques pour resserrer la population hutue autour du chef de l'Etat, cette explication est pourtant trop "simpliste" aux yeux de certains analystes burundais.

*"Quand on fusionne deux armées, comme on l'a fait au Burundi (NdlR: l'ancienne armée tutsie avec la rébellion hutue CNDD-FDD), des amitiés inattendues se forgent; on l'a*

*vu dans d'autres pays africains", nous dit une de nos sources à Bujumbura. "Et, justement, Bikomagu et Adolphe étaient de grands amis. Bikomagu servait le pouvoir, il était l'équivalent d'Adolphe chez les Tutsis. Son assassinat, à mon avis, ne doit donc pas être vu comme une réplique à la mort d'Adolphe mais bien comme un nouveau coup de ceux qui combattent le président Nkurunziza. Ils sont en train d'emasculer le système", analyse cette source.*

Dimanche, la présidente de la Commission africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, a jugé que l'assassinat de Jean Bikomagu "et les multiples autres actes de violence enregistrés ces derniers mois illustrent à nouveau la gravité de la situation que connaît le Burundi et les risques réels de la voir se détériorer davantage, avec des conséquences catastrophiques tant pour le pays lui-même que pour l'ensemble de la région".

## Déjà en guerre

Pour beaucoup de Burundais, le pays est "déjà en guerre". Des affrontements entre l'armée et des combattants inconnus ont débuté dans le nord du pays et à la frontière congolaise. Quelque 180 000 Burundais ont déjà été enregistrés comme réfugiés dans les pays voisins, sans compter ceux qui se logent à l'hôtel ou chez des amis et parents en Afrique ou en Europe. Selon MSF, 1 000 personnes par jour fuient vers la seule Tanzanie voisine.

La crise a été déclenchée par la volonté du président Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat, en contravention avec l'Accord de paix d'Arusha, qui mit fin à la guerre civile (1993-2005). La présidentielle du 21 juillet dernier, qu'il a remportée alors que l'opposition s'était désistée pour ne pas avaliser un scrutin qu'elle considérait comme inconstitutionnel, est jugée non crédible par la Belgique.

**Marie-France Cros**

**Certains commentateurs occidentaux voient dans ce second assassinat une réplique au premier: un Tutsi pour un Hutu. Une explication "simpliste" aux yeux de certains Burundais.**